

Le conflit roumano-bulgare

Christian Rakovsky

Source : « Le Courrier européen », 2^e année, n°2, 21 mars 1913, pp. 25-26. Notes MIA.

Avec notre collaborateur M. Craïovan et MM. Th. Dragu et Cocea rédacteurs de la « Facla » de Bucarest, le Dr. Racovski est un des très rares publicistes roumains qui osent dire l'absurdité et le péril des prétentions de leur gouvernement, lequel exige de la Bulgarie une rectification de la frontière dobroudjote en échange de sa neutralité dans la guerre actuelle contre la Turquie¹. Nous avons demandé à M. Racovski de préciser, pour les lecteurs du « Courrier Européen », l'aspect véritable du différend roumano-bulgare (...).

Il y a quatre mois, l'opinion publique roumaine ignorait complètement l'existence d'une question de Silistrie. Et quoiqu'on cherche chez nous, maintenant, à faire remonter l'origine de cette question au Congrès de Berlin² et même beaucoup plus haut, au quatorzième siècle, quand la forteresse danubienne se trouvait, temporairement, sous la domination d'un des voïvodes roumains, Mircea le Grand, la véritable origine de celle affaire doit être cherchée dans la politique extérieure et surtout intérieure de nos gouvernements.

D'ailleurs, il suffit d'exposer les arguments principaux qui ont été donnés pour l'occupation de la Silistrie, pour comprendre que les véritables mobiles de l'action de notre diplomatie sont ailleurs.

L'argument principal qui nous a été le plus répété, c'est la nécessité d'une frontière stratégique du côté de la Bulgarie. La Silistrie a été présentée comme la seule base d'une défense efficace, comme la « clef de notre maison », sans la possession de laquelle nous serons exposés à une invasion bulgare. Voilà ce que nous disent les spécialistes militaires.

Mais il a suffi qu'un jour le gouvernement – ou plutôt un parti gouvernemental – fût plus pacifiquement disposé, pour que les mêmes spécialistes déclarent que l'importance stratégique de la Silistrie était grandement exagérée. En effet, des deux forts principaux de cette forteresse, l'un, Arabe-Tabia, se trouve dans nos mains depuis 1886 ; l'autre, Medjid-Tabia, de 16 mètres plus haut que le premier, est encore dans les mains des Bulgares. Il paraît que ceux-ci veulent nous céder aussi ce deuxième fort, ce qui réduirait l'importance de Silistrie à celle d'une « misérable bourgade », « qui pourra être transformée en ruines, en cinq minutes, par notre artillerie ».

Donc l'argument stratégique a été réfuté par notre presse même. Il n'était pas, d'ailleurs, difficile de comprendre que si la ville bulgare eût, en effet, présenté un avantage réel pour nous, l'inimitié des Bulgares qui serait la conséquence de l'annexion de Silistrie – par la guerre ou grâce à l'intervention des puissances – présente des inconvénients beaucoup plus grands pour nous. Au point de vue de la défense, l'amitié d'un voisin vaut mieux qu'une forteresse et mieux même que quelques corps d'armée.

1 Il s'agit de la première guerre balkanique, qui débuta en octobre 1912 et opposant l'Empire ottoman à la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et le Monténégro. Les Turcs furent vaincus et, par le Traité de Londres du 30 mai 1913, ils durent renoncer à leurs anciennes possessions européennes, l'empire ottoman ne gardant plus sur le continent qu'un territoire réduit autour de Constantinople.

2 Le Congrès de Berlin de 1878 (ou Congrès des Nations) était une assemblée diplomatique tenue du 13 juin au 13 juillet 1878 par les représentants des puissances européennes. Il fut organisé à l'instigation du Royaume-Uni afin de préserver un Empire Ottoman affaibli face à l'appétit de ses rivaux impérialistes.

L'argument stratégique était au moins discutable. Mais pendant des mois entiers notre presse nous a servi d'autres arguments, absolument fantaisistes. Ainsi on a écrit des articles, on a même fait des meetings populaires en faveur de l'application du fameux traité de... San Stefano³ qui devait nous accorder le quadrilatère (Silistrie, Varna, Choumla, Roustchouk) que plus tard le traité de Berlin nous a enlevé pour le donner aux Bulgares. « *La Roumanie* », l'organe français et personnel de M. Take Ionesco⁴, ministre de l'Intérieur et chef du parti conservateur qui représente un courant moins guerrier dans le gouvernement, a cru de son devoir de protester contre ces procédés qui nous couvrent de ridicule. Dans un article, « *La Roumanie* » a expliqué à ses lecteurs que le traité de San Stefano non seulement ne nous accordait pas le quadrilatère, mais donnait à la Bulgarie une partie de la Dobroudja roumaine. Le démenti de la Roumanie s'adressait entre autres au propre frère du chef des conservateurs-démocrates, à M. Victor Ionesco, député, qui, la veille encore, demandait dans son journal, « *Actiunea* », la ville de Silistrie en s'appuyant sur le traité de San Stefano !

Les mêmes procédés de mauvaise foi, le même recours à la légende et au mensonge nous les retrouvons aussi dans la préparation de la guerre turco-balkanique, mais aussi naïfs que dans la campagne de presse qui a été menée autour de Silistrie. Ici il fallait, dans l'espace de quelques semaines, provoquer des suspicions et des haines qui entre les Turcs et les alliés se sont accumulées pendant des siècles.

Ce qui rend particulièrement odieux une guerre entre la Roumanie et la Bulgarie c'est quelle n'est justifiée par aucun intérêt, c'est qu'elle aura lieu entre deux peuples qui n'ont jamais eu des conflits sérieux et qui en réalité se sont intimement mêlés. Sur le littoral danubien de la Bulgarie vivent plus de cent mille Roumains à part d'autres dizaines de milliers qui vivent dans les Balkans, où ils se sont assimilés au peuple bulgare. Inversement, le littoral danubien roumain pullule de Bulgares. Dans l'intérieur, des régions et des villes entières ont été peuplées entièrement ou en partie par des Bulgares immigrés, Bulgares qui eux aussi se sont assimilés au peuple roumain. Je ne crois pas exagérer en disant qu'il n'y a pas en Europe deux peuples qui aient une parenté plus proche que les Bulgares et les Roumains, quoique, historiquement, ils appartiennent à deux races différentes.

Mais où faut-il alors chercher l'origine du conflit ?

J'ai dit que notre presse parle souvent du Congrès de Berlin. Ceci dans deux buts, diamétralement opposés : pour se plaindre d'une grande injustice et pour y chercher la justification de l'annexion de Silistrie.

Notre presse revient aux débats du Congrès pour tirer, de la proposition faite par le délégué français Waddington en faveur de l'annexion de Silistrie à la Roumanie, un titre de droit. Notre presse revient encore au Congrès de Berlin pour souligner – et cette fois avec raison - la profonde iniquité qui a été faite alors à la Roumanie, dépouillée d'une de ses provinces, la Bessarabie, qui fut annexée, pour la seconde fois, à la Russie. Il est vrai que la Roumanie a obtenu, en échange, une province turque, la Dobroudja, ayant appartenu historiquement à l'ancien royaume bulgare, mais qui, aujourd'hui, par l'immense majorité de sa population, est roumaine. Cet échange – qui a plutôt été imposé que demandé par la Roumanie – ne pouvait pas lui faire oublier la perte de la Bessarabie.

Notre presse cherche actuellement à trouver une compensation de cette perte dans l'annexion de Silistrie. Mais elle ne se rend pas compte que la prétendue revanche n'est en réalité que la négation de l'idéal national roumain. Qu'on admette que la réalisation de cet idéal se fera par la guerre – comme le veulent les nationalistes – ou par l'évolution démocratique simultanée de tous les États, comme l'admettent les socialistes. Dans les deux cas également, la politique actuelle du gouvernement roumain est condamnée comme profondément antinationale. Ce n'est pas un pur hasard que cette

3 Traité de paix signé en mars 1878 à San Stefano (Italie) mettant fin à la guerre russo-turque de 1877-1878.

4 Take Ionescu, de son vrai nom Ionescu, Demetriu (1858-1922), journaliste, écrivain, avocat et homme d'État roumain. A changé à plusieurs reprises de couleur politique (libéral, nationaliste, progressiste...). Ministre des Affaires étrangères (1920-1921), puis Président du Conseil des ministres du Royaume de Roumanie (1921-1922)

rencontre, sur le même terrain, entre les nationalistes extrêmes comme M. N. Jorga et les socialistes roumains.

Si la Roumanie avait, en effet, un idéal national, la politique qui nous suscitera l'inimitié des Bulgares, en les jetant en même temps dans les bras de la Russie et en nous inféodant nous-mêmes à l'Autriche, devrait nous éloigner au lieu de nous rapprocher de notre but. Nous ne pouvons avoir une politique extérieure indépendante qu'en nous appuyant sur la Bulgarie et en général sur l'alliance balkanique. Certains amis de M. Take Ionesco, comme M. le professeur M. Dragomiresco, protestent contre une éventuelle guerre roumano-bulgare précisément « *parce qu'elle aura pour conséquence de nous brouiller avec le seul ami sincère que nous puissions avoir* ». Une pareille guerre non seulement nous aliénera les sympathies de la Bulgarie mais elle nous diminuera moralement. Nous porterons nous-mêmes une main criminelle à ce principe des nationalités, au nom duquel nous nous sommes constitués État indépendant et au nom duquel nous demandons des droits pour les Roumains de Transylvanie et de Bessarabie.

Car il ne faut pas perdre de vue que les habitants de Silistrie et des environs que nous voulons nous annexer ne veulent rien entendre de nous. Même si nous leur accordions l'égalité politique immédiate – il faut rappeler que les habitants de la Dobroudja roumaine restèrent pendant trente-cinq ans et se trouvent, partiellement, encore aujourd'hui, sous un régime exceptionnel – ils ne subiront pas moins une diminution sous tous les rapports. Ils passeront sous un joug national étranger, et ils seront en même temps les sujets d'un État doté d'un régime politique très arriéré. Au lieu du suffrage universel avec la représentation proportionnelle qu'ils ont en Bulgarie, ils tomberont sous un système électoral oligarchique comme il n'en existe plus de semblable qu'en Hongrie et en Prusse.

Et c'est dans la constitution sociale de la Roumanie qu'il faut chercher l'explication de notre politique extérieure. L'oligarchie se rend compte que les mécontentements s'accroissent de nouveau et qu'à côté du mouvement spontané des villages, commence à se manifester un mouvement conscient et organisé dans les villes.

La politique extérieure de l'oligarchie roumaine était – il est facile de le comprendre – au niveau de sa politique intérieure, c'est-à-dire une politique sans dignité et sans courage, une politique au jour le jour de conservation propre. Cette politique nous a valu la perte de la Bessarabie et un effacement complet à l'extérieur. En réalité, la guerre avec la Bulgarie paraît comme une admirable diversion cherchée depuis longtemps. Elle doit donner à notre oligarchie l'autorité pour assourdir les revendications pressantes des masses, des villes et des campagnes. Elle doit la couvrir de ce prestige faux qui, aux yeux des masses, devra l'absoudre de toutes les humiliations qu'elle a infligées, jusqu'à présent, au pays.

Notre presse parle souvent des « dangers bulgares » qui, maintenant, à la suite de l'accroissement de la Bulgarie serait imminent. Il n'est pas exclu que le nationalisme bulgare, qui ne donne pas trop de preuves de modération et de sagesse, tourne demain ses yeux avides vers la Dobroudja roumaine.

Mais, d'autre part, étant donné l'affaiblissement de la Bulgarie après la guerre, la nécessité pour elle de se recueillir, étant donné enfin que par ses nouvelles frontières, sa politique sera orientée encore plus vers le Sud, la crainte d'un danger bulgare est démesurément exagérée.

Pourtant elle existe, enracinée dans l'âme de notre oligarchie. Et cela parce que les régimes oligarchiques sont en réalité des régimes faibles et, par conséquent, des régimes qui s'alarment très facilement. Mais le salut contre cet état d'âme n'est pas l'annexion, mais le suffrage universel.

C. RACOVSKI.